



ACTION SOCIALE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL AU PLUS PRÈS DE CHACUN



L'action sociale est une exigence politique et morale

Entretien avec
Jean-Jacques Lasserre,
président du Conseil
départemental des
Pyrénées-Atlantiques



L'action sociale est-elle, parmi les compétences départementales, celle qui vous engage le plus ?

Bien entendu. Elle nous engage d'abord sur un plan financier. Les sommes qui y sont consacrées s'élèvent à plus de 420 millions d'euros cette année. Nous avons 600 collaborateurs qui mettent en œuvre l'action sociale du Département au quotidien et plusieurs dizaines d'Ehpad et d'établissements médico-sociaux que nous finançons.

Nous avons ensuite une immense responsabilité morale car nous nous adressons à l'ensemble de la population et nous constatons une plus grande vulnérabilité des gens dans une société qui se fragilise sous l'effet des crises, alors même que les mécanismes de solidarité que l'on connaissait dans le passé s'effacent. Il y a aussi des phénomènes nouveaux, comme les mineurs non accompagnés, issus de l'immigration clandestine, que l'on ne peut aborder avec des jugements sommaires et simplistes qui empêchent de trouver des solutions.

La politique sociale du Département est-elle impactée par le contexte actuel marqué par l'inflation ?

Oui, bien sûr. Le problème est que les ressources du Département sont incompatibles avec la nature de nos dépenses. Nos recettes, qui sont notamment issues de la TVA et des droits de mutations, sont en baisse en situation de crise tandis que nos dépenses augmentent. Cela fragilise d'ailleurs tous les Départements au niveau national, qui sont pris en étau entre leur

obligation morale, le niveau d'engagement souhaité et cette grande préoccupation financière. Il faudra nécessairement apporter des rectifications fiscales et légales et ouvrir le débat avec l'État.

Pour autant, nous construisons notre prochain budget avec l'objectif de sauvegarder au maximum nos capacités de financement sur le social. Notre détermination à préempter ces sujets demeure intacte, mais ne saurait présager de l'évolution de la situation économique et ses impacts potentiels.

Le Département gère des dispositifs sociaux dont les modalités sont fixées par l'État. Au-delà de ce cadre national, le Département a-t-il des marges de manœuvre ?

En effet. L'intérêt d'une collectivité comme la nôtre est de gérer des compétences obligatoires, mais aussi de prendre des initiatives utiles pour répondre à la demande sur notre territoire, que nous sommes les premiers à identifier. Nous imaginons ou apportons ainsi notre concours à des initiatives intéressantes, comme c'est le cas de l'expérimentation de la réforme du RSA. Nous avons déjà développé des dispositifs d'accompagnement plus fins des bénéficiaires du RSA, et cette expérimentation vient apporter une réponse supplémentaire en partenariat avec Pôle Emploi et le monde économique local. Cette aventure montre que mobiliser des moyens humains pour accompagner des publics en difficulté et jouer la carte des partenariats porte ses fruits. C'est de l'innovation sociale, et



il faut maintenir cette possibilité d'imaginer des solutions nouvelles à l'échelle locale.

Comment assurer une équité d'accès aux services sociaux dans un département aussi grand et divers que les Pyrénées-Atlantiques ?

Le Conseil départemental est justement la bonne instance de régulation. Pour garantir une bonne qualité de réponse sociale, il faut à la fois un regard territorial élargi et une capacité à agir sur le terrain, en proximité, ce que ne peuvent faire ni les Régions, trop grandes, ni les EPCI, qui sont de tailles diverses. Je suis convaincu que la bonne maille institutionnelle pour régler les sujets humains reste le Département, d'autant que nous avons d'excellentes relations avec les communes, qui ont un rôle essentiel en matière sociale.



La solidarité au cœur des territoires

Avec ses sept Services départementaux de solidarités et de l'insertion (SDSEI) qui maillent le territoire des Pyrénées-Atlantiques, le Département accompagne les habitants qui font face aux difficultés du quotidien, avec des politiques sociales à la fois innovantes et ancrées dans la réalité de terrain.

De toutes les compétences dont le Département est garant, la compétence sociale est sans doute celle qui engage le plus l'institution. Chef de file des politiques de solidarité, le Département accompagne les habitants des Pyrénées-Atlantiques à tous les stades de la vie, de la petite enfance jusqu'au vieillissement, en veillant à ne laisser personne au bord du chemin. Soutien des familles, protection de l'enfance,

insertion des jeunes, lutte contre la précarité et la pauvreté, accompagnement des enfants et adultes en situation de handicap, financement des Ehpad..., le champ (non exhaustif) de l'action sociale départementale est aussi large que sa responsabilité est grande.

Pour la mettre en œuvre au plus près des habitants, le Département a imaginé des modèles de proximité et de pluridisciplinarité : les sept Services Départementaux de Solidarités et de l'Insertion (SDSEI), qui maillent l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques, des pôles urbains aux zones rurales et de montagne. Mettant l'accueil et l'accompagnement personnalisé au cœur de leurs préoccupations, les SDSEI regroupent en un même lieu des professionnels aux compétences complémentaires : agents d'accueil, assistantes

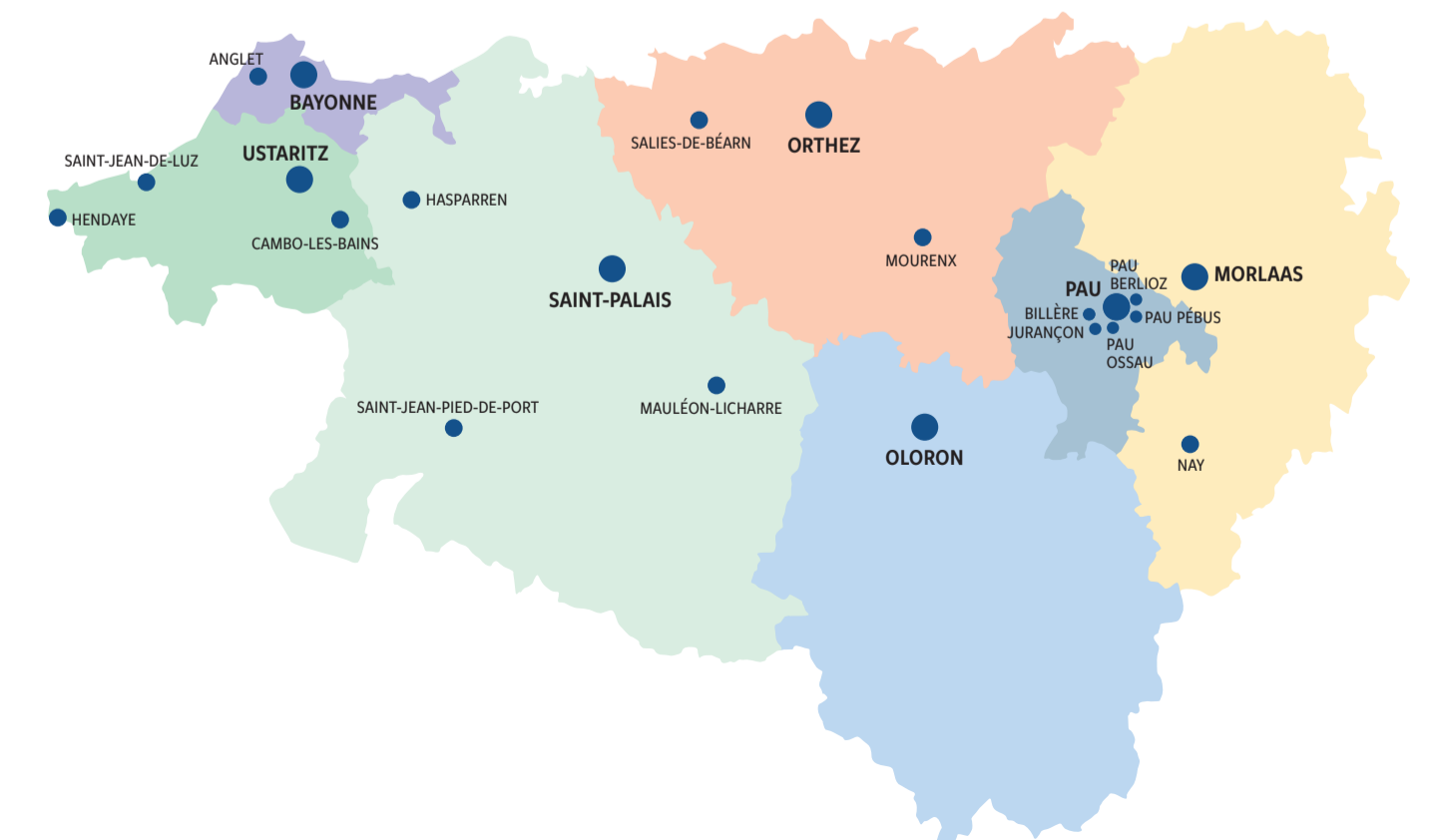
sociales, conseillères en économie sociale et familiale, puéricultrices, infirmières, sage-femmes, médecins, animateurs locaux insertion emploi, éducateurs spécialisés...

Ancrés dans leur territoire, les SDSEI sont le lieu ressource où sont apportées des réponses concrètes face aux difficultés de la vie quotidienne : précarité financière, problématiques familiales (parentalité, éducation des enfants, violences intrafamiliales), logement, insertion professionnelle, santé... On peut y venir pour un suivi de grossesse, consulter un médecin pour son nourrisson, être accompagné par une assistante sociale, demander une aide ou ouvrir des droits à une prestation sociale, être aidé dans son quotidien par une conseillère en économie sociale et familiale, trouver une solution adaptée à

une personne âgée dépendante, bénéficier d'un suivi santé quand on est en situation de handicap... Les SDSEI mettent ainsi en œuvre toutes les politiques sociales du Département dans une logique de prise en charge globale de chaque situation. Grâce à leur parfaite connaissance de terrain, les équipes pluridisciplinaires des SDSEI s'attachent également à développer des actions spécifiquement adaptées aux enjeux de leur territoire, le plus souvent en partenariat avec d'autres acteurs du champ de l'insertion et du social, comme Pôle Emploi et les missions locales, ou d'autres horizons, à l'image des mondes du sport et de la culture. Des projets d'innovation sociale, résolument tournés vers l'humain, à découvrir dans les pages de ce supplément.

LES TERRITOIRES DES SDSEI (Service Départemental des Solidarités et de l'Insertion)

- ADOUR-BAB
 - NIVE-NIVELLE
 - PAYS BASQUE INTÉRIEUR
 - HAUT-BÉARN
 - PAU AGGLOMÉRATION
 - EST-BÉARN
 - PAYS DES GAVES
- SIÈGE
● SITE



Le Conseil départemental vous accompagne tout au long de votre vie

Les chiffres clés de la politique sociale du Département

7 SDSEI (Service Départemental des Solidarités et de l'Insertion)
25 sites

12 492 ménages accompagnés
89 882 rendez-vous effectués
118 849 accueils physiques

302 544 accueils téléphoniques
412 M€ de budget consacré aux solidarités humaines

Famille, enfance et jeunesse

L'enfance et la jeunesse sont une priorité de l'action départementale. Chef de file de la protection de l'enfance, le Département agit en apportant un soutien aux parents en difficulté, en privilégiant le maintien de l'enfant dans sa famille et en l'accueillant, lorsque cela est nécessaire, chez des assistants familiaux ou dans des établissements d'accueil. Le Département accompagne aussi tous les enfants dès le plus jeune âge, avec le service départemental de Protection maternelle et infantile (PMI), qui suit et aide les familles de la grossesse aux 6 ans de l'enfant. Le Département contribue également au financement des modes de garde. Enfin, il soutient les jeunes dans leurs projets de vie et leur insertion, notamment par le biais des quatre Missions Locales du territoire.



PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

1 775 visites prénatales
6 542 visites postnatales
167 crèches
4 325 places
3 725 bilans de santé maternelle

ASSISTANTES MATERNELLES

2 605 assistantes maternelles agréées
9 065 places
MISSION PRÉVENTION JEUNES
21 structures (centres sociaux et MJC)

AIDE ÉDUCATIVE À DOMICILE

311 mesures
AIDE ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT
1 421 mesures
441 placements en famille d'accueil
1 354 placements en établissement

Public vulnérable

Insertion professionnelle et retour à l'emploi, accès au logement, lutte contre toute forme de précarité..., le Département met la solidarité au cœur de ses actions. Responsable de la mise en œuvre du RSA, le Département conduit de nombreuses actions pour permettre aux allocataires de sortir de la précarité, de l'isolement social et

favoriser le retour à l'emploi, en plaçant l'humain au cœur de tout dispositif. Enfin, il met également en place des actions de soutien spécifiques (aide alimentaire, à la mobilité, au logement etc).



RSA

15 773 bénéficiaires
FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS
5 structures financées
638 logements
922 places
FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT
3 063 aides accordées en 2022

6045 aides financières au titre du Fonds précarité

562 logements financés pour rénovation dans le parc privé

252 logements locatifs sociaux agréés et financés par le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

814 aides financières au titre du Fonds d'aide aux jeunes pour un montant total de 228 000 € en 2022

Personnes en perte d'autonomie

Le Département accompagne les personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans tous les aspects de leur vie, du logement à l'emploi, en passant par l'éducation ou l'accès à la culture et aux activités sportives. Le Département assure le versement de prestations individuelles, soutient l'autonomie à domicile et accompagne financièrement l'accueil en établissement. La Maison départementale des personnes handicapées est le pôle ressource de toutes ces actions. Le Département se mobilise également pour permettre aux seniors de bien vieillir dans les Pyrénées-Atlantiques, avec notamment l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), le financement des aides ménagères et du portage de repas, le développement de l'accueil familial, l'accès à la culture, le financement des Ehpad, la formation des personnels dédiés à l'aide aux seniors...



522 bénéficiaires de l'Allocation compensatrice pour tierce personne

3 254 bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap

502 enfants de - 20 ans bénéficiaires du Transport adapté

177 enfants de - 20 ans bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap

2 771 bénéficiaires de l'Aide sociale à l'hébergement

ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE
6 138 bénéficiaires en établissement

11 754 bénéficiaires à domicile

Quand l'action sociale se décline sur les territoires



Protection de l'enfance : la culture et le sport pour se construire

En favorisant la rencontre entre les enfants placés et des artistes ou sportifs de haut niveau, les services de protection de l'enfance élargissent le champ des possibles et aident ces jeunes à prendre confiance en eux.

Les missions d'aide sociale à l'enfance sont l'un des piliers de l'action sociale du Département. Les services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) accompagnent des enfants et adolescents et les accueillent, lorsque cela est nécessaire pour leur sécurité, chez des assistants familiaux ou dans des établissements d'accueil. Confrontés à des situations difficiles, ces jeunes ont souvent une faible estime d'eux-mêmes. C'est pour leur offrir des espaces de respiration dans un quotidien parfois pesant et pour les aider à grandir et prendre confiance en eux que le SDSEI d'Adour BAB a développé en 2020 un parcours sportif et culturel en partenariat avec le Malandain Ballet Biarritz. L'objectif ? Inviter les enfants à découvrir un univers inconnu, celui du célèbre ballet biarrot, par la rencontre avec les danseurs et la pratique artistique, mais aussi à nourrir leur sentiment d'estime de soi en leur faisant traverser l'envers du décor de façon exclusive et privilégiée.

Dans ce même esprit, le SDSEI Nive Nouvelle a lui aussi invité les enfants à une rencontre privilégiée dans un autre univers, celui de la voile. En 2022, une journée de navigation a ainsi été organisée

avec le skipper Jean-Baptiste Daramy, quelques semaines avant son départ pour la Route du Rhum. Les enfants ont ainsi pu participer à la préparation du bateau et au hissage des voiles en mer. Ils ont ensuite suivi Jean-Baptiste Daramy tout au long de la transatlantique avant d'échanger de nouveau avec lui à son retour de Guadeloupe. Le skipper a ainsi pu partager avec les écoliers et adolescents les exigences liées au sport de haut niveau telles que le dépassement de soi et la prise de risque. Des valeurs proches de celles qu'ont pu découvrir les jeunes engagés dans le projet Malandain avec les danseurs, eux aussi des modèles d'engagement, de persévérance et de rigueur.

« Prendre soin des enfants, c'est aussi les aider à grandir. Au-delà de nos missions de protection de l'enfance, ces initiatives permettent aux équipes d'accompagner les enfants et les jeunes dans leur développement, de leur transmettre des valeurs qui les aident à construire leur personnalité et à se projeter dans un avenir. Voir les enfants s'épanouir, prendre confiance en eux, nous encourage dans cette voie. »

CHRISTINE LAUQUÉ
Vice-présidente en charge de l'enfance et de la famille.

De véritables leçons de vie pour les enfants et adolescents sur lesquelles s'appuient les équipes de la protection de l'enfance pour les aider à prendre conscience de leurs propres capacités.



Un camion qui fait rimer mobilité et solidarité

Innovation née dans le Béarn des Gaves, le Cam's est un véritable centre social itinérant, abolissant la distance entre les habitants et les services publics et sociaux.

Comment garantir aux habitants des petites villes et villages éloignés des pôles urbains, ces fameuses « zones blanches », un accès aux services publics ? C'est tout l'enjeu qui a amené à la création du Cam's, un camion solidaire sillonnant le territoire du Béarn des Gaves. Une initiative que l'on doit au SDSEI du Pays des Gaves en partenariat avec le centre social Lo Solan de Mourenx, labellisé Maison France-Services. Financé par le Conseil départemental, le Cam's a été entièrement équipé pour devenir une véritable antenne du centre social de Mourenx, avec un bureau, un point informatique et un espace détente pour partager un café. Son nom tout comme l'habillage graphique coloré qui illustre joliment sa vocation sont l'œuvre d'un groupe de jeunes encadrés par l'APSPG. Un projet qui illustre bien le rôle fédérateur du camion social, qui parcourt presque quotidiennement les routes du Béarn des Gaves pour recréer du lien en zone rurale.

Depuis début 2022, le Cam's a ainsi réalisé 348 permanences à Mourenx, Mont, Labastide-Cézéracq, Salies-de-Béarn et Navarrenx, permettant de rencontrer 1 700 personnes. Avec 27 partenaires dans le cadre de France Services, dont Pôle Emploi, la MSA et la CAF, le Cam's permet aux usagers d'avoir un accès de proximité à de nombreux services publics, sans oublier tous les services départementaux de solidarité. Ce camion pas comme les autres accueille également des événements thématiques comme ces « matinées de l'emploi », qui ont permis de mettre en relation des demandeurs d'emploi avec des employeurs et de mettre en lumière les filières qui recrutent sur le territoire, ou encore ces rencontres jeunes pendant l'été, avec la participation de la Maison de l'adolescent. Il offre enfin un bel outil pour des démarches de prévention et de santé sur l'espace public. En levant les freins et barrières qui empêchent les habitants des territoires ruraux d'accéder aux services publics et sociaux, le Cam's est bel et bien un camion « d'utilité publique ».



348
permanences
1 700
rencontres
27
partenaires



Parce que du Pays basque au Béarn, des grandes zones urbaines aux villages ruraux, les problématiques comme les besoins sont différents, les Services Départementaux des Solidarités et de l'Insertion (SDSEI) mettent en œuvre la politique solidarité du Département à travers des initiatives propres à chaque territoire.

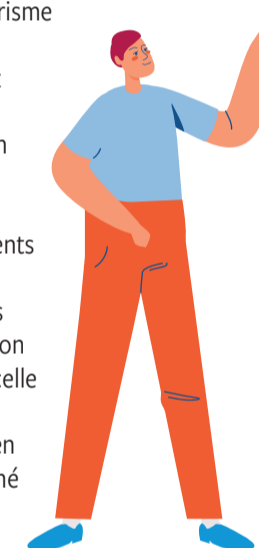
Focus sur six d'entre elles.

15 jours pour renouer avec le marché de l'emploi

En mettant en lien demandeurs d'emploi et entreprises en Haut Béarn, le Rallye pour l'emploi d'Oloron crée une dynamique collective de retour vers un projet professionnel.

Il n'est pas toujours facile de retrouver un emploi lorsqu'on s'en est éloigné depuis longtemps et que l'on connaît mal le tissu économique local. C'est pour contourner ces freins que le SDSEI Haut Béarn, basé à Oloron, a mis en œuvre dès 2019 le Rallye pour l'emploi, en partenariat avec les autres acteurs de l'emploi et de l'insertion sur le Haut Béarn (Mission locale, Pôle Emploi, CCAS, associations, groupements d'employeurs et entreprises du territoire), à destination des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du RSA du territoire. Le programme de ces deux semaines d'immersion est riche : visites d'entreprises et rencontres avec des chefs d'entreprises, découverte du bassin d'emploi local, ateliers (outils de recherche d'emploi et de formation, utilisation du numérique, estime de soi), enquêtes métier, et même une journée d'immersion en entreprise. Et parce qu'en zone rurale l'éloignement de l'emploi est aussi géographique, le Rallye pour l'emploi prévoit un accompagnement spécifique de la Plateforme mobilité tout au long de la quinzaine, afin de sensibiliser les participants aux différentes solutions de transports et préparer les déplacements nécessaires pour se rendre à chaque rendez-vous. Dense et rythmé, accompagné par des professionnels de l'insertion et de l'emploi, le Rallye pour l'emploi permet à chacun d'avoir

des conseils et d'être mieux « outillé » dans sa recherche, voire de s'ouvrir à d'autres perspectives professionnelles, dans un territoire où les besoins des entreprises sont importants. Et le bilan des trois premières éditions montre toute l'utilité de cet outil original. La dernière, qui a rassemblé 13 personnes en juin 2022, a vu un participant signer un CDI, deux postuler auprès de l'acteur du tourisme social oloronais Estivade, cinq poursuivre un projet d'immersion, un engager un projet de réorientation et quatre poursuivre des démarches de recherche d'emploi avec leurs référents professionnels. Une diversité de parcours qui témoigne de la vocation du Rallye pour l'emploi : celle de créer une dynamique collective et une remise en mouvement vers le marché de l'emploi.



« Ce projet mis en place par l'équipe du Pays basque intérieur se situe vraiment à la croisée des chemins. Il répond à la fois au manque criant d'aides à domicile pour des personnes dépendantes et développe en même temps une formation et un accès à des emplois durables en Pays basque intérieur. C'est une belle illustration de la capacité qu'ont les SDSEI à adapter leur action au plus près des besoins du territoire où ils interviennent. »

GENEVIÈVE BERGÉ
Conseillère départementale déléguée aux personnes handicapées.

« Quand on parle d'insertion, il ne faut rien s'interdire. En créant ce Rallye pour l'emploi, l'équipe du Haut Béarn a su imaginer un format innovant, qui répond aux enjeux du territoire, dans une démarche dynamique qui relie directement les demandeurs d'emploi, et les entreprises, afin d'agir concrètement et efficacement sur les besoins exprimés par les uns et les autres. Les retours des participants, qui ont par la suite trouvé un emploi, une mission d'interim, ou tout simplement repris confiance en eux, montrent toute la pertinence de cette initiative que l'on doit à la mobilisation de tous les acteurs du territoire. »

ANNICK TROUNDAY-IDIART
Vice-présidente en charge de la jeunesse, de l'insertion et de l'accès à l'emploi.



Quand la formation vient en Pays basque intérieur

En Pays basque intérieur, le SDSEI éponyme a développé une formation de trois mois aux métiers d'aide à la personne, répondant autant aux besoins des établissements du territoire qu'à ceux des personnes en insertion.

entre des publics en insertion et les structures d'aide à la personne (Ehpad et services d'aide à domicile). Une action qui prend tout son sens alors que ces métiers offrent des perspectives professionnelles dans un territoire où l'on peut rencontrer des difficultés à trouver un emploi. Pour réussir la rencontre entre ces deux univers, l'équipe du Pays basque intérieur a mobilisé tous les acteurs de l'insertion et les futurs employeurs pour créer un parcours de formation dédié. Conçu par le centre de formation AFEC, il a été spécifiquement adapté au projet, avec une attention portée à la fois aux besoins des employeurs du territoire et au nécessaire accompagnement de personnes en insertion vers un emploi durable. Ainsi, chaque stagiaire a été encadré par un tuteur au sein de l'entreprise accueillante. Autre particularité, cette formation de trois mois a été délocalisée sur le territoire pour lever les freins liés aux difficultés de déplacement vers Bayonne. Entièrement financée par Pôle Emploi Biarritz, la formation a permis de sensibiliser les demandeurs d'emploi aux métiers de l'aide à la personne et de leur donner les premières aptitudes indispensables pour les exercer. Et les bilans des sessions 2021 et 2022 sont positifs. Sur les six personnes qui ont achevé leur parcours de formation en 2022, trois ont été embauchées en contrat aidé et trois autres en CDD. L'année précédente, sur huit personnes ayant terminé le parcours, sept s'étaient vu proposer un contrat à l'issue de la formation.

30 %, voire 37 % dans certains secteurs, telle est la part des plus de 60 ans dans la population du Pays basque intérieur, un niveau plus élevé que la moyenne départementale (29 %). Ce vieillissement marqué de la population, la perte d'autonomie et le handicap s'accompagnent d'un besoin croissant en services à la personne. Or les professionnels formés et qualifiés à ces métiers indispensables manquent. C'est fort de ce double constat, vieillissement de la population et pénurie de personnel, que le SDSEI Pays basque intérieur a mis en place une action originale pour permettre le rapprochement



Violences intrafamiliales écouter la parole des enfants

En trois ans, la majorité des agents des services sociaux du Département ont été formés à la prise en charge des situations de violences familiales, et en particulier au recueil de la parole et à l'accompagnement des enfants. Cette campagne de formation, toujours en cours, sera bientôt achevée.

En France, une femme sur dix est victime de violences conjugales. Un phénomène massif auquel n'échappent pas les Pyrénées-Atlantiques. Confronté à une hausse des remontées d'informations préoccupantes sur ces violences intrafamiliales et leurs répercussions sur les enfants, le Conseil départemental a conçu un dispositif de formation et de sensibilisation destiné à tous les professionnels de l'action sociale départementale en contact avec les familles. L'objectif ? Faciliter la prise en charge des situations de violences intrafamiliales, et plus particulièrement l'évaluation des répercussions sur les enfants. Ce travail de longue haleine a été initié avec le SDSEI Adour BAB. En 2020 et 2021, tous les professionnels du service (agents administratifs, assistants sociaux, CSEF, ALIE, référents ASE, psychologues, infirmières, puéricultrices, sage-femmes, médecins de PMI et cadres) ont été formés sur les violences intrafamiliales et leurs effets sur les enfants. Cette formation est en cours de déploiement sur l'ensemble des SDSEI des Pyrénées-Atlantiques, permettant une mise en commun des connaissances. En 2022, des outils concrets ont été créés pour accompagner les professionnels dans leurs échanges avec les victimes (décryptage des cycles de violence, violentomètres spécifiques pour les femmes et pour les enfants, réglette des émotions pour les plus petits, guides d'entretien pour en parler avec les enfants). Ces outils qui facilitent les échanges et l'expression des victimes et témoins vont bientôt être utilisés par l'ensemble des professionnels du Département qui seront tous formés à ces méthodes. Des référents V.I.F (violences intrafamiliales), véritables personnes ressources pour leurs collègues, ont également été nommés dans chaque service. En parallèle, tout le travail en réseau avec les autres acteurs intervenant dans le champ des violences faites aux femmes et aux enfants a été renforcé à travers des partages et retours d'expériences avec la Maison de Protection des Familles (MPF) et les services de police et de gendarmerie spécialisés. Ce dispositif complet permet aujourd'hui aux services sociaux du Département de mieux prendre en charge tous les cas de violences intrafamiliales et en particulier d'écouter dans les meilleures conditions la parole des enfants, si difficile parfois à recueillir, et pourtant si importante.



La culture et l'art pour favoriser le bien vieillir

« Avec Culture Seniors, on est dans ce que la démarche culturelle fait de plus beau. La culture, c'est l'émotion, c'est la vie. Il faut que cette vie continue à être joyeuse et lumineuse. Et quoi de mieux que de faire entrer la culture dans les Ehpad pour mettre des rayons de soleil dans les pupilles de nos anciens ? »

JEAN LACOSTE
Conseiller départemental délégué aux personnes âgées

Avec le dispositif Culture Seniors, le Département initie des rencontres artistiques et culturelles qui contribuent au bien-être des résidents.

La rencontre avec un artiste et une œuvre est toujours un moment riche d'émotions et d'ouverture aux autres. Peut-être plus encore lorsqu'il est difficile d'aller vers la culture, comme le vivent les résidents en Ehpad. C'est justement parce que le Département entend apporter la culture partout et à tous les publics que l'institution déploie, sur tous les territoires du Béarn et du Pays basque, le dispositif Culture Seniors. Depuis 2017, en partenariat avec l'Agence

régionale de santé et la Direction régionale des affaires culturelles, Culture Seniors fait de la culture un outil aux bénéfices multiples sur le bien-être et la santé des aînés. Chaque année, cet appel à projet invite les compagnies, artistes et autres acteurs de la culture du territoire à proposer des actions d'éducation artistique et culturelle en Ehpad et en résidence autonomie. Au-delà des représentations (spectacle, concert, lecture théâtralisée, exposition), le dispositif favorise la rencontre entre artistes professionnels et résidents à travers des échanges et des ateliers de création qui s'adressent à tous les seniors, des plus autonomes

aux plus dépendants. Ces actions de médiation, qui associent le personnel des établissements et parfois même les familles, permettent d'éveiller la créativité des seniors et participent à stimuler leurs capacités cognitives. Elles créent aussi des liens de confiance, de complicité entre les artistes, les résidents et les autres acteurs impliqués. En six ans, Culture Seniors a généré plus de 250 représentations culturelles et artistiques dans les Ehpad du territoire. Des moments précieux dont les bénéfices se mesurent encore après la fin de chaque projet.

